

tre illettrés,
mille quatre
Je sais que
entes accu-
sensibles ;
raison ? Les
s leur infé-
de l'éduca-
système de
ent mainte-
te dans l'é-
s.

u surinten-
1896, quel-
essants, au
tion indus-
orème que,
ité de ga-
ute au fur
e baisse.

s- Illite-
racy.
3½ p. c.
5½ p. c.
7 p. c.
42 p. c.

par Ho-
l'instruc-
de l'Est,
ux manu-
me bien
bsolu. En
les autres
l'intelli-
cteur de
se, mais
lus essen-

éonomi-
as moins
ce et Pi-
et la cri-
en font
la diffu-
se, dans
au point
ons sont
ont plei-
eut trop
ne sau-
les con-
la reli-
s freins
gement

de toutes les passions qui agitent et bouleversent l'âme humaine.

Il ne faut pas oublier non plus l'intérêt politique. Sur la façade de la grande bibliothèque publique de Boston, on lit ces mots : " The commonwealth requires the education of the people as the safeguard of order and liberty ". La sauvegarde de l'ordre et de la liberté, c'est l'éducation !

Dans un pays, aussi démocratique que le nôtre, avec l'élection à tous les degrés de l'échelle administrative, élection des conseillers pour la gouverne des municipalités, élection des commissions scolaires, élection des fabriques pour la gestion des biens temporels du culte, élection provinciale, élection fédérale, il importe que le peuple connaisse ses droits, ses devoirs, ses obligations, ses responsabilités. Qui dit élection, dit choix, et le choix suppose l'intelligence et le discernement. A l'exception des Etats Unis, il n'y a pas un pays où l'élection joue un aussi grand rôle qu'au Canada ; où la décentralisation de tous les pouvoirs confère autant de droits à l'électeur, c'est-à-dire au citoyen. L'Etat a donc le devoir de veiller à ce que le citoyen soit en état d'exercer ses franchises ; il y a un intérêt primordial, au-dessus de tous les autres, celui de sa propre conservation !

Dans quel état est notre système d'instruction publique ? Sur cette question, comme sur toute autre, il y a trois classes de personnes : les optimistes qui voient tout en rose, dans nos lois scolaires, qui les déclarent irréprochables, qui croient et affirment que, notamment à l'exposition universelle de Chicago, nous avons fait l'envie et l'admiration du monde civilisé ; il y a les pessimistes, qui, eux, voient tout en noir, qui déclament que tout est à reprendre, que tout est vicieux, qui voudraient faire table rase et, sur ces ruines, édifier un système nouveau. Je n'appartiens, nous n'appartenons, ni à l'une ni à l'autre de ces deux classes. Montesquieu disait que les hommes sont comme les institutions : ils ne

sont ni si bons ni si mauvais qu'on le dit. Notre système d'instruction publique n'est ni si bon ni si mauvais qu'on l'affirme. Nous avons fait des progrès indiscutables, et il suffit de jeter un coup d'oeil autour de soi, de comparer le niveau intellectuel des masses avec ce qu'il était il y a une décade, pour se rendre compte du chemin parcouru et des progrès réalisés. Seulement, l'esprit humain n'est pas une borne ; ce qui était bon hier, peut être mauvais aujourd'hui ; ce qui est satisfaisant aujourd'hui, sera peut-être jugé défectueux demain. C'est le propre de l'esprit humain—c'est aussi son honneur—de n'être jamais satisfait, et, dans la poursuite de l'idéal, de découvrir sans cesse de nouveaux horizons dont il n'avait pas d'abord soupçonné l'existence. Nous sommes pour la politique du juste milieu. Nous ne voulons pas révolutionner, mais évoluer ; nous ne voulons pas tout détruire pour édifier sur des ruines ; nous voulons garder ce qui est bon, ce qui répond à nos besoins, à notre état social, à nos aspirations religieuses et nationales, c'est-à-dire à peu près tout, le cadre du système, l'économie générale de la loi, et corriger ce qui est défectueux, ce qui ne répond plus aux exigences du siècle et aux besoins de notre société démocratique. Voici ma manière de voir sur le problème de l'éducation nationale. L'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, la haute raison politique de ses hommes d'Etat, nous offrent sur ce sujet des exemples que nous ne saurions trop méditer. A toutes les époques, mais notamment dans ce siècle, vous les avez vus à la tribune, dans la presse, dans les commissions parlementaires, dénoncer les abus, redresser, réformer. " Des concessions réfléchies, c'est ce que disait lord Palmerston, accordées à temps, à titre gracieux et spontanément, préservent des changements irréfléchis arrachés par la nécessité. J'estime peu judicieux de résister à tort à ce qui est actuellement raisonnable, parce qu'on aura raison de ré-